

PROJET DE L'U.N.E.S.C.O. POUR UN INSTITUT INTERNATIONAL
DU CINEMA ET DE LA TELEVISION.

I. Aux réunions du Comité Directeur des 26-28 mai, Miss Barry et moi-même avons été priés de prendre contact avec Mr Maddison, Secrétaire-Général de l'A.I.C.S., dans le but suivant :

- (a) Atteindre un point de vue commun de l'A.I.C.S. et de la F.I.A.F.
- (b) Proposer à l'A.I.C.S. de se joindre à la F.I.A.F. dans le but de convoquer une réunion commune avec certaines autres organisations cinématographiques culturelles.

2. Malheureusement, Mr Maddison était à Bruxelles à la fin du mois de mai, et bien que Miss Barry restât trois semaines à Londres, elle dut quitter Londres, avant le retour de Mr Maddison. Je restai donc seul pour continuer les conversations avec Mr Maddison.

3. Je rencontrai donc Mr Maddison le 20 juin, et nous nous mîmes d'accord sur les points suivants :

- (a) Le projet de l'U.N.E.S.C.O. n'est pas satisfaisant sur de nombreux points importants.
- (b) Il ne faudrait pas prendre cela comme excuse pour rester isolés, mais au contraire nous devrions participer aux réunions préliminaires avec l'U.N.E.S.C.O. et essayer de les amener à se rapprocher de nos points de vue.
- (c) Une réunion d'information des organisations cinématographiques culturelles serait organisée par la F.I.A.F. et l'A.I.C.S. à Paris au cours du week-end 19-20 juillet, pour discuter le problème et solliciter un appui pour notre point de vue.

Dans une lettre datée du même jour (20 juin), j'ai fait un rapport sur cette réunion au Président, Mr Toeplitz. Des copies de ma lettre ont été envoyées à Miss Iris Barry, Mr Buache, Mr Langlois, Mme Marion Michelle et Mr J. Maddison.

4. Le 23 juin, j'ai reçu une lettre de Mr Langlois me disant, en qualité de Directeur de la Cinémathèque Française, que l'Assemblée Générale de la Cinémathèque avait décidé qu'elle ne devait pas être impliquée dans une association avec d'autres organisations cinématographiques, qui pourrait de façon ou d'autre compromettre son indépendance et sa liberté d'action, et que dans mes informations je devais me limiter à la possibilité d'une réunion F.I.A.F.-A.I.C.S.

5. Le 30 juin, je reçus une lettre de Mr Langlois avec laquelle il envoyait un extrait du procès-verbal de nos réunions de Londres (qu'il venait de terminer et que je n'avais pas vu auparavant). Il faisait remarquer que notre Comité Directeur avait décidé que notre première

demande serait la réalisation d'un accord avec l'A.I.C.S. seule. Selon l'interprétation de Mr Langlois, cela voulait dire que la réunion envisagée pour Juillet était une réunion F.I.A.F.-A.I.C.S. seulement, et qu'il était impossible d'aller plus loin jusqu'après nos réunions de Bruxelles et de Prague.

6. Le 10 juillet je reçus une lettre de Mr Toeplitz, datée du 4 Juillet, selon laquelle il donnait son adhésion au projet de Mr Langlois pour une réunion F.I.A.F.-A.I.C.S. à Paris en Juillet.

7. J'ai présenté cette proposition à Mr J. Maddison. Malheureusement près d'un mois presque s'était écoulé, et Mr Maddison était maintenant peu disposé à faire un voyage à Paris, dans un délai très court, à ses propres frais (n'ayant pas d'organisation qui paierait ses frais de voyage et de séjour), pour un entretien qui serait, en fait, entre Mr Langlois et lui seul, et de la valeur duquel il doutait.

Il suggéra, par contre, qu'un accord pourrait être atteint par correspondance, et par des entrevues entre Mr Painlevé et Mr Langlois à Paris, et Mr Maddison et moi-même à Londres. J'en informais Mr Langlois, par lettre du 15 juillet, et reçus de lui une longue réponse exprimant son désappointement à la tournure qu'avaient pris les événements.

8. Peu après, Mr Langlois est venu à Londres, et rencontra Mr Maddison. Je n'ai reçu aucune information quant aux résultats de cette réunion, bien que Mr Maddison me dise qu'un rapport a été établi.

O

O O

Ceci termine mon rapport en qualité de rapporteur. Je voudrais seulement y ajouter un commentaire personnel. Lors de la réunion du Comité Directeur, nous avons envisagé une discussion éventuelle avec plusieurs organisations internationales (En plus de l'A.I.C.S., le procès-verbal mentionne la Filmologie des Ecoles, l'UNICA). Comme Maddison et moi partageons la même opinion, qui nous porte à croire en la valeur de la libre discussion, nous avons tous deux considéré normal de mettre entrain le plus rapidement possible une discussion avec autant d'organisations cinématographiques culturelles que possible, afin d'établir en commun une ligne de conduite acceptable par tous. Il nous semblait que les projets de l'U.N.E.S.C.O. étaient mal conçus, parce que les gens de l'U.N.E.S.C.O. ne connaissaient pas notre situation, et étaient dirigés par des personnes mal qualifiées : c'était donc à nous d'exprimer notre point de vue avec autant de force et aussi largement que possible, afin de contrebalancer ces influences. Nous pensions que les opinions de la F.I.A.F. et de

l'A.I.C.S. seraient d'un grand poids. Nous ne nous serions pas engagés à ce stade préliminaire, et si nous n'arrivons pas à une solution commune, nous pourrions toujours nous retirer. Mais en tous cas, l'essai valait la peine d'être fait.

La proposition de limiter ces discussions préliminaires à nos seules F.I.A.F. et A.I.C.S., qui n'a été faite qu'après ma première entrevue avec Mr Maddison, fut pour nous deux une surprise, et était l'expression des craintes que nous ne partagions pas. C'est principalement pour cette nouvelle direction prise, qui aurait limité les discussions à une base si étroite, que Mr Maddison a abandonné son projet de venir à Paris en Juillet.

E.H.L.